

Sao Tomé-et-Principe, des résultats à consolider

Le système éducatif de Sao Tomé-et-Principe affiche d'indéniables réussites. L'achèvement de l'enseignement de base de six années est universel depuis l'année scolaire 2010-2011 et le pays poursuit ses efforts budgétaires en vue d'accroître la scolarité aux niveaux supérieurs. Cela étant, le système présente encore des faiblesses. Il est en particulier marqué par d'importantes disparités sociales et géographiques ; ainsi qu'une répartition très inégale des ressources d'éducation. Des progrès sont encore possibles.

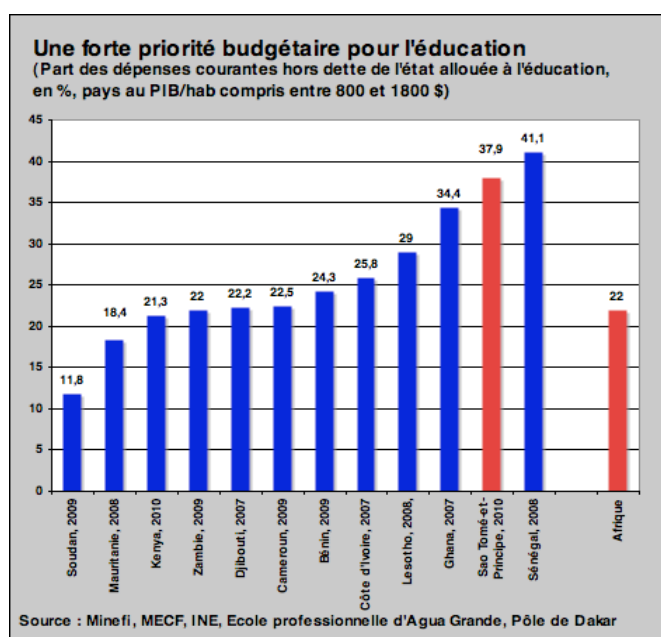
1. De réelles performances

1.1 Une priorité budgétaire en faveur de l'éducation

Bien qu'élevé depuis 2008 dans la catégorie des pays à revenus moyens, le contexte économique de Sao Tomé-et-Principe reste fragile. La croissance, qui a oscillé entre 2 % et 9 % au cours de la dernière décennie, y est très volatile et la dépendance du budget de l'État vis-à-vis de l'aide extérieure est extrêmement forte (les dons représentaient la moitié des recettes totales en 2010).

Malgré ce contexte de dépendance, Sao Tomé-et-Principe témoigne d'une forte volonté budgétaire en faveur de l'éducation. Entre 2002 et 2010, les dépenses publiques vouées à ce secteur ont été multipliées par 5 en volume et 16 en terme nominal ! Cette augmentation considérable s'explique par une priorité accrue dans le budget de fonctionnement de l'État : la part des dépenses courantes hors dette en faveur de l'éducation y est passée de 17,3 % en 2002 à 37,9 % en 2010 (contre 25 % dans les pays à développement comparable).

Petit État insulaire et isolé, Sao Tomé-et-Principe ne possède pas la taille suffisante pour proposer un large panel de formation. C'est donc en toute logique qu'une grande part des financements en faveur de l'éducation est destinée aux bourses pour les étudiants à l'étranger. Au total, l'enseignement supérieur absorbe 47 % des dépenses d'éducation et 80 % de ce budget sert au financement des bourses d'études à l'étranger.



1.2 La couverture scolaire et l'accès et l'achèvement aux enseignements de base¹ et secondaire premier cycle en forte progression

Depuis 2002-03, la couverture scolaire s'est dans l'ensemble nettement améliorée. Cette progression a touché, en particulier, le second cycle de l'enseignement de base, où la couverture scolaire est passée de 94 % en 2002-03 à 140 % en 2010-11 ; ainsi que le premier cycle de l'enseignement secondaire générale, où elle est passée, sur la même période, de 60 % à 83 %.

¹ L'enseignement de base correspond à l'enseignement primaire

L'achèvement universel du premier cycle de l'enseignement de base (les 4 premières années de l'enseignement primaire) est un résultat acquis depuis déjà plus de dix années. L'enjeu pour le pays était, sur la dernière période, de hisser la scolarisation universelle au niveau du second cycle de l'enseignement de base. Et les résultats obtenus depuis 2002 sont excellents. La politique de gratuité introduite dans ce cycle à partir de 2005, alliée à une augmentation significative de l'offre scolaire, a permis de restreindre les abandons et de faire en sorte que tous les enfants d'une classe d'âge achèvent une scolarité complète de six années en 2010-11. De très bons résultats sont également à noter au niveau du premier cycle de l'enseignement secondaire où l'accès (84 % en 2010-11) et l'achèvement (45 %) ont doublé sur la période.

1.3 Des faibles coûts unitaires de scolarisation

En comparaison aux pays africains à caractéristiques similaires, il apparaît que les coûts unitaires d'éducation sont relativement faibles à Sao Tomé-et-Principe. Cette observation est d'ailleurs valable pour tous les niveaux d'enseignements.

Ces coûts modérés ne sont pas la conséquence d'une pénurie en enseignants. Au contraire les taux d'encadrement sont modérés. Dans l'enseignement de base, par exemple, on compte en moyenne 31 élèves par enseignant contre 43 dans les pays comparables.

La principale raison du maintien des coûts d'éducation à un niveau modéré est la faiblesse du coût des enseignants. À Sao Tomé-et-Principe, un enseignant de base représente un coût annuel équivalent à 1,5 fois le PIB par habitant alors que le coût moyen d'un enseignant dans les pays à développement économique comparable est de 4,4 fois le PIB par habitant.

Comparaison internationale du salaire des enseignants (Pays au PIB/Hab compris entre 700 et 1800 \$, 2008)

	Salaire moyen des enseignants	
	En multiples du PIB par habitant	
	Sao Tomé-et-P.	Autres pays
Enseignement de base	1,5	4,4
Secondaire général	2,9	6,9
Supérieur	10,8	13,5

2. Mais des faiblesses persistent

2.1 Un déficit d'heures d'enseignement

Toutes choses égales par ailleurs, si l'on compare les coûts unitaires de scolarisation en termes de parité de pouvoir d'achat, les enseignants de l'enseignement de base ont un pouvoir d'achat 2,5 fois moins élevés que ceux des pays à développement économique comparable. Conséquence indirecte de ce salaire relativement faible, le nombre d'heures de cours effectué par de nombreux d'enseignants est inférieur au nombre d'heures statutaire. Dans le second cycle de l'enseignement de base, par exemple, 57,5 % des enseignants dispensent moins de 14 heures de cours hebdomadaire et cette proportion atteint près de 71 % au secondaire.

Dans la pratique, de nombreux enseignants compensent la faiblesse de leur salaire par une activité supplémentaire dans d'autres établissements. Une des pistes de politique à exploiter serait donc d'amener les enseignants à réaliser le nombre d'heures pour lesquelles ils sont effectivement rémunérés tout en augmentant significativement leur pouvoir d'achat.

2.2 Un niveau de redoublement élevé

Bien que la proportion de redoublants ait fortement diminué dans l'enseignement de base, passant de près de 29 % en 2002-03 à 12,5 % en 2011-12, le problème reste de taille pour les autres niveaux d'études. C'est en particulier le cas dans le premier cycle du secondaire, où la proportion de redoublants était de 22 % en 2011, ainsi qu'au second cycle du secondaire où le taux atteint près de 26 %.

Dans la mesure où l'enseignement secondaire est payant pour les familles, le redoublement a une incidence directe sur les cas d'abandon (14 % dans le second cycle du secondaire en 2011). Par ailleurs, cette déperdition a un coût : il est estimé que les ressources finançant les redoublements et abandons représentent plus de 30 % des ressources allouées au premier cycle du secondaire.

2.3 Une qualité d'éducation perfectible

À Sao Tomé-et-Principe, 82 % des adultes âgés de 22 à 44 ans ayant effectué six années de scolarité savent lire sans difficulté. Ce niveau est relativement satisfaisant en comparaison avec d'autres pays africains. Cela étant, il signifie également que 18 % de la population ayant achevé un enseignement de base n'a pas acquis la capacité à lire. Des marges de progrès existent donc.

De même, l'analyse de l'acquisition des élèves fait apparaître un nombre élevé d'élèves ayant un niveau jugé faible, de l'ordre de 20 % en Portugais et en Mathématiques en fin de deuxième année. Et le niveau d'acquisition est également très hétérogène sur l'ensemble du territoire.

2.4 Des disparités sociales et géographiques

Le niveau de vie des ménages est à l'origine de fortes disparités de scolarisation. Dans le premier cycle de l'enseignement secondaire, le taux brut de scolarisation des enfants issus des 20 % des ménages les plus riches est de 121 %, alors qu'il n'est que de 64 % pour les enfants issus des 40 % des ménages les plus pauvres. Et ces disparités s'accroissent avec le niveau d'études. Dans le second cycle de l'enseignement secondaire, les enfants des ménages les plus riches ont un taux de scolarisation près de trois fois plus élevé que les enfants issus des ménages les plus pauvres.

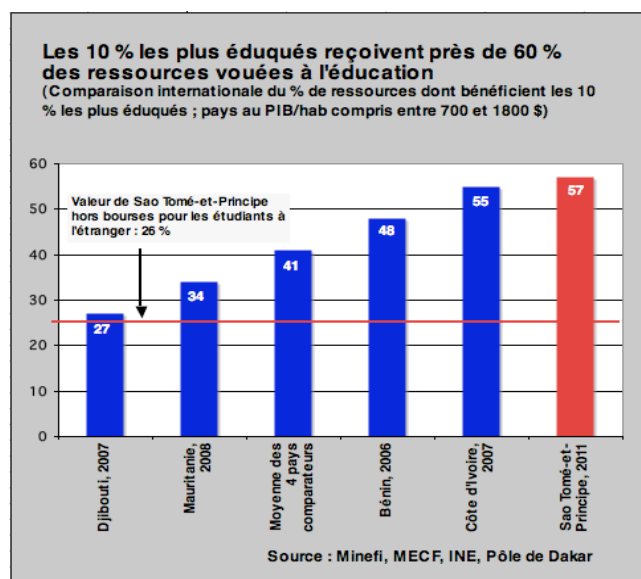
À ces inégalités sociales viennent s'ajouter des inégalités géographiques. Elles apparaissent à partir de l'enseignement secondaire en raison de la concentration des établissements en zone urbaine. Les enfants ruraux, devant parcourir des distances importantes pour accéder aux cycles d'études secondaires, pâtissent de cette situation : le taux brut de scolarisation au premier cycle du secondaire est de 97 % pour les enfants de zone urbaine contre 75 % pour ceux vivants en zone rurale.

2.5 Une répartition inéquitable des ressources d'éducation

En raison de l'importance du budget consacré aux bourses à l'étranger, les étudiants atteignant les niveaux les plus élevés de la pyramide éducative

captent la majeure partie des ressources destinées à l'éducation. Ainsi, les 10 % de jeunes les plus éduqués consomment près de 60 % du budget de fonctionnement de l'éducation.

Les élèves issus des ménages les plus riches sont également les principaux bénéficiaires des ressources d'éducation. Les 20 % les plus riches de la population captent 46 % des ressources publiques en éducation. Au final, les enfants issus des ménages les plus riches s'approprient près de quatre fois plus de ressources publiques en éducation que ceux issus des ménages les plus pauvres.



3. Des progrès sont encore possibles

3.1 Améliorer la gestion du personnel enseignant

Dans la mesure où il est constaté que les enseignants dispensent un nombre d'heures inférieur à celui pour lequel ils sont effectivement rémunérés, des marges de manœuvres existent pour améliorer l'efficacité du système éducatif. Il pourrait notamment être envisagé qu'un enseignant soit nommé dans différents établissements s'il se trouvait dans une situation où le nombre d'heure à effectuer ne puisse être atteint dans un seul établissement. Les enseignants pourraient également être amenés à devenir pluridisciplinaire notamment pour répondre aux difficultés posées par les disciplines où le nombre d'heure à dispenser est relativement faible.

3.2 Rechercher des économies d'échelle

Ayant déjà atteint la scolarisation primaire universelle, Sao Tomé-et-Principe devrait à l'avenir mener une politique d'extension de l'enseignement universel au niveau du premier cycle de l'enseignement secondaire (tout en consolidant l'universalisation de l'enseignement de base dans la mesure où ce résultat est très récent). Cette politique risque d'être très onéreuse si les établissements nouvellement créés, notamment en zone rurale, accueillent un faible nombre d'élèves. En effet, les estimations ont montré que le coût unitaire par élève dans un établissement de petite taille est extrêmement élevé dans les établissements qui scolarisent moins de 200 élèves. La recherche de la taille critique des établissements sera un élément crucial pour rendre matériellement possible la scolarisation universelle au secondaire. À cet effet, il pourrait être envisagé d'étendre les écoles d'enseignement de base pour recevoir les élèves de l'enseignement secondaire.

3.3 Améliorer la gestion pédagogique des écoles

Une autre caractéristique du pays – mais finalement assez commune avec de nombreux pays au niveau mondial – est l'absence de lien entre les résultats scolaires et les moyens mis à disposition. Ce ne sont pas les écoles qui ont le plus de moyens qui réalisent les meilleures performances en termes de réussite aux examens.

Cette caractéristique est symptomatique de défaillances dans les pratiques gestionnaires et l'inspection des écoles. Des marges de progrès existent en structurant davantage les responsabilités sur l'ensemble de la chaîne éducative et en améliorant le soutien aux enseignants en matière de gestion de leur classe.

3.4 Anticiper l'entrée sur le marché du travail

L'analyse du marché du travail montre que 39 % des sortants du système éducatif au cours des dix dernières années sont au chômage. Ces difficultés touchent en particulier les sortants au niveau du primaire et du premier cycle du secondaire.

Il existe un manque important de jeunes possédant des qualifications intermédiaires. Sur une demande de 770 postes d'employés et d'ouvriers qualifiés, le système ne propose que 530 offres en adéquation. Des formations professionnelles de courte durée pourraient réduire ce déséquilibre et résorber le niveau de chômage chez les sortants.

Enfin, l'offre de formation dans le secteur des services devrait s'étoffer. En 2010, le tertiaire proposait 37 % du stock d'emplois disponibles. Il existe, en conséquence, un potentiel important de formation dans les secteurs tels que la communication, les transports ou la restauration. L'enseignement et la formation techniques et professionnels devraient trouver ici toute leur place.



Cette note est une présentation synthétique du Rapport d'état du système éducatif de Sao Tomé-et-Principe, finalisé en septembre 2012. Ce rapport, préparé à la demande du gouvernement, est le fruit de la collaboration entre une équipe nationale, le Pôle d'analyse sectorielle en éducation de l'UNESCO-BREDA (Pôle de Dakar) et la Banque mondiale.

Auteurs du rapport : Équipe nationale de Sao Tomé-et-Principe, Borel Foko, Guillaume Husson et Olivier Pieume pour le Pôle de Dakar, Mohamed Tfeil, consultant pour la Banque mondiale.

Rédacteur de la note : Jonathan Jourde.



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Bureau
à Dakar

Pôle de Dakar
ANALYSE SECTORIELLE EN ÉDUCATION

www.poledakar.org